

Canicule et élevage : il est indispensable de faire bifurquer les politiques agricoles

Le secteur de l'élevage subit violemment les effets des canicules à répétition. À l'échelle nationale, une surmortalité record a été observée début juillet dans les fermes-usines, dont est issue la grande majorité de la viande consommée en France : [+1000 % pour les volailles, +200 % pour les cochons en Normandie et Pays-de-la-Loire](#). En Bretagne, les usines d'équarrissage ne sont pas parvenues à traiter les cadavres des animaux, qui ont été [enfouis par centaines de milliers par les éleveurs eux-mêmes](#). En élevage extensif, [les vaches vivent très mal les fortes chaleurs](#) et la sécheresse attaque l'herbe des pâtures, compromettant leur alimentation pour les mois à venir. C'est un désastre pour les animaux, et une situation particulièrement éprouvante pour les agriculteurs.

Or il se trouve que l'élevage, qui subit durement les effets du dérèglement climatique, en est également une cause majeure, dont la contribution peut être estimée à [environ 20 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale](#). Par comparaison, les émissions directes du secteur des transports représentent environ 15 % des émissions globales. Par ailleurs, les réductions d'émissions de l'agriculture ont un effet plus rapide que celles de l'énergie ou des transports, puisqu'une partie significative d'entre elles concerne le méthane, un gaz qui persiste moins longtemps dans l'atmosphère que le dioxyde de carbone. Ainsi, en 2022, [une étude publiée dans la revue Plos Climate](#) estimait qu'une sortie rapide des productions animales à l'échelle mondiale aurait le potentiel de stabiliser le niveau des gaz à effet de serre dans l'atmosphère pour trente ans, et de compenser 68 % des émissions au 21^e siècle, grâce à la récupération de terres associée.

Il s'agit bien sûr d'un scénario heuristique, qui vise à faire prendre conscience de l'importance de considérer l'élevage à sa juste mesure dans les politiques climatiques. Il est en tout cas à regretter que la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC), publiée en début d'année, ait échoué à fixer des objectifs clairs de réduction des productions et des consommations animales. Depuis au moins quinze ans, [les scénarios de transition agro-écologiques](#) préconisent en effet [une réduction d'au moins 50 % du cheptel bovin et de 30 à 70 % de la consommation de viande](#) selon les études, pour respecter les engagements climatiques.

Dans une perspective concrète, des personnalités comme le journaliste et activiste britannique George Monbiot et des organisations comme RePlanet ou l'Institute for European Environmental Policy proposent de rémunérer les personnes actuellement investies dans l'élevage extensif pour des activités de restauration des écosystèmes. Il s'agirait de prendre soin de la biodiversité et de recréer de véritables puits de

carbone sur les surfaces entretenues, plutôt que d'y exploiter des animaux pour la viande ou le lait (notons que [les prairies pâturées ne captent que 20 à 60 % des émissions des ruminants qui y sont mis en pâturage](#), et que contrairement aux idées reçues, leur bilan climatique est donc largement négatif). Pour ce qui est des élevages intensifs, qui créent très peu d'emplois et dont l'impact écologique est écrasant, leur fermeture devrait être planifiée rapidement. En effet, dans un monde menacé par la précarité alimentaire, comment pouvons-nous accepter de maintenir des exploitations aussi gaspilleuses en ressources ? En Europe, [les deux tiers des céréales produites actuellement](#) sont destinés aux élevages.

Ces propositions peuvent sembler déconnectées des réalités économiques, mais l'examen montre que poursuivre dans la voie actuelle nous coûterait plus cher encore. En effet, l'élevage est un secteur en faillite, maintenu aujourd'hui [à larges coups de subventions publiques](#). Le dérèglement climatique coûte déjà à la France [environ 2 milliards d'euros par an](#) en dommages assurés, sans compter les pertes agricoles, les impacts sanitaires et les atteintes aux écosystèmes. Dans la perspective d'une poursuite des tendances actuelles, [on estime que ce coût pourrait augmenter de 50 à plus de 95 % d'ici à 2050](#). Quant aux éleveurs, leurs revenus actuels sont en grande partie issus des subventions publiques perçues pour faire tourner leurs exploitations, et la situation pourrait être encore aggravée par les crises météorologiques à répétition. Ils auraient donc tout à gagner à assumer une reconversion vers une activité écologiquement vertueuse, porteuse d'espoir et rémunérée à sa juste valeur.

À rebours des politiques dominantes, nous revendiquons donc une approche écologiquement réaliste de l'agriculture. Cette approche s'impose dans un contexte où l'accélération du dérèglement climatique menace la sécurité alimentaire, les conditions de vie des agriculteurs et la stabilité des écosystèmes. Il est urgent qu'elle puisse être approfondie, chiffrée et mise en discussion dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027, car il en va de notre avenir à toutes, et de celui des êtres vivants avec qui nous partageons cette planète.

Signataires

- Élodie Vieille Blanchard, docteure en sciences sociales (EHESS)
- Marie-Claude Marsolier, directrice de recherche en génétique (CEA/MNHN)
- Émilie Dardenne, professeure en études anglophones et études animales (Université Rennes 2)
- Jérôme Segal, historien (Sorbonne Université)
- Elodie Merlot, directrice de recherche en sciences animales (INRAE)
- Jean-Marc Gancille, auteur et conservationniste
- Laurent Bègue-Shankland, professeur de psychologie sociale (Université de Grenoble-Alpes)

- Anne-Laure Legendre, enseignante-chercheuse en santé environnementale (Université Paris Saclay, UVSQ)
- Tom Bry-Chevalier, doctorant en économie
- Réjane Sénac, directrice de recherche CNRS en science politique (Sciences Po)